La faillite personnelle en France en regard de la législation américaine

Commentaire sur l'article de Michelle White

Philippe Reffay

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/4162>

DOI : 10.4000/economiepublique.4162

ISSN : 1778-7440

Éditeur

IDEP - Institut d'économie publique

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

ISBN : 44-22-89-M

ISSN : 1373-8496

Référence électronique

Philippe Reffay, « La faillite personnelle en France en regard de la législation américaine », *Économie publique/Public economics* [En ligne], 18-19 | 2006/1-2, mis en ligne le 17 octobre 2007, consulté le 12 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/economiepublique/4162> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economiepublique.4162>

économie publique public economics

Revue de l'**Institut d'Économie Publique**

Deux numéros par an

n° 18-19 – 2006/1-2

~~économie~~publique sur internet : www.economie-publique.fr

© Institut d'économie publique – IDEP

Centre de la Vieille-Charité

2, rue de la Charité – F-13002 Marseille

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en France.

La revue ~~économie~~publique bénéficie du soutien du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

ISSN 1373-8496

Dépôt légal octobre 2007 – n° imprimeur 442289M

La faillite personnelle aux États-Unis et en France

Consumer Bankruptcy in the USA and in France

La faillite personnelle en France en regard de la législation américaine. Commentaire sur l'article de Michelle White

Philippe Reffay *

Résumé

Le commentaire souligne les différences de fond qui existent entre les réglementations française et américaine, ainsi que les logiques sous-jacentes. Les États-Unis mettent en avant une action curative du surendettement alors que la France insiste sur une approche préventive. Cette dernière intervient dès avant l'octroi du crédit par des scores très complexes (également présents dans le trois quarts des cas aux États-Unis) et sous la forme d'un fichier préventif qui permettent d'éliminer une bonne partie des clients à risque. Il s'efforce de dégager les apports possibles de la réglementation américaine pour la France. En particulier, la nécessité d'accompagner le dispositif préventif français de mesures curatives adaptées. Il apparaît important que les réglementations évoluent. L'exemple américain où l'on a assisté à une modération de la réglementation antérieure lui paraît particulièrement instructif pour la France.

Summary

The comment highlights the basic differences between the French and American regulations, as well as their underlying rationales. The United States emphasize the curative approach to over-indebtedness whilst France focuses on the

*. Directeur financier, Cetelem. Organisme français de crédit à la consommation.

preventive one. The latter approach is brought into play even before credit is allowed through very complex scores (which is also used in three quarters of the cases in the United States) and in the form of a preventive file thanks to which a major part of high-risk customers can be ruled out. It endeavours to unveil the eventual contributions that the American regulation may have for France; in particular, the need to accompany the French preventive system with suitable curative measures. Adaptations in the regulations seem to be necessary. The American example where a moderation of the past regulation has taken place seems to be particularly instructive for France.

Mots clés : Faillite, liquidation, réorganisation, dettes de carte de crédit, assurance à la consommation, défaut, opportunisme, exemption, décharge, saisie.

Keywords: Bankruptcy, liquidation, reorganization, credit card debt, consumption insurance, default, opportunism, exemption, discharge, garnishment.

J.E.L. : K35, G21

En tant que Français, spécialiste du crédit à la consommation, je soulignerai dans une première partie les facteurs d'étonnement et un élément de comparaison en écho à l'article de Michelle White. À la vue de ces différences et étonnements, je souhaiterais souligner les différences de fond qui existent entre nos deux réglementations et préciser les axes d'évolution que je perçois pour la France. Cela constituera ma seconde partie.

1. Différences d'approche

De l'article de Michelle White, quatre points spécifiques paraissent susceptibles d'éclairer des conceptions différentes en matière de faillite personnelle entre les États-Unis et la France.

1.1. L'impayé en France et aux États-Unis

Aux États-Unis, les taux peuvent être très bas pour un bon client et augmenter très significativement pour un client en impayé jusqu'à atteindre des niveaux de l'ordre de 30 %.

Cela signifie qu'aux États-Unis il est possible de rentabiliser une clientèle risquée. Il s'agit là d'une différence majeure avec la France où les pénalités et les indemnités de retard ne représentent qu'une très faible part des échéances impayées. Ces montants (au maximum 8 % des échéances impayées) ne peuvent en effet couvrir le décalage de trésorerie, qui représente actuellement 4 % par an, les coûts de gestion du client en impayé... sans oublier le risque de perte finale. En aucun cas en France, avec l'ensemble des réglementations existantes, il n'est envisageable de faire du crédit rentable sur des populations à haut risque matérialisé.

1.2. Un système de faillite personnel à la fois très coûteux et une nouvelle loi plus contraignante pour le débiteur

L'article de Michelle White évoque les coûts, supportés par le débiteur, d'une procédure de banqueroute aux États-Unis : 2 500 \$ pour les *lawyers fees* (les honoraires d'avocats) plus 300 \$ de *filing files* (les frais de dossier).

Ces montants peuvent paraître élevés. Ils ne le sont pas forcément lorsque l'on sait que le coût estimé d'une Procédure de rétablissement personnel (PRP), en France, est de 1 200 €. Toutefois, la grande différence provient du fait que ce coût est supporté, dans notre pays, par la collectivité, là où c'est le débiteur lui-même qui l'acquitte aux États-Unis.

De l'analyse de Michelle White, il ressort également très clairement que la récente loi américaine s'est durcie pour le débiteur, là où en France quatre lois en 15 ans ont défini, complété, complexifié le système de protection contre le surendettement, dans un sens favorable au débiteur.

1.3. Une approche du comportement du débiteur radicalement différente aux États-Unis et en France

L'opposition « débiteur opportuniste – débiteur non opportuniste » revient de façon prégnante dans l'article de Michelle White. Les « trous dans la raquette » juridique américaine laissent entrevoir comment l'émergence d'un raisonnement fondé sur le comportement opportuniste du débiteur devient possible : auparavant, le débiteur pouvait choisir l'État dont il dépendait juridiquement, de manière optimale ; il existait, par ailleurs, une possibilité de choisir entre un recouvrement

assis sur le capital du débiteur ou sur les revenus. Autant de failles dans un système de nature à favoriser la construction de stratégies. En France, le débat est très différent. Certes, il y a eu et il y a encore des personnes qui ont cherché à profiter des lois sur le surendettement. Certes, il existe des villes où le contournement de la procédure de rétablissement personnel par une forme d'effacement partiel total des dettes est excessif. Mais, il y a, de façon globale, un consensus des différentes parties concernées pour considérer que le problème ne se situe pas au niveau de l'opportunisme du débiteur, mais plutôt de sa capacité à rembourser et, plus précisément, du problème social des « accidentés de la vie » qui représentent 75 % des cas de surendettement. À ce titre, le sujet des accidents de la vie se matérialise de plus en plus au travers des redépôts en commission de surendettement, un dossier sur quatre déposé actuellement correspondant à cette catégorie.

1.4. Le rôle des cartes de crédit

L'exemple pris par Michelle White pour parler de la faillite civile est celui des « *credit cards lenders* » (prêteurs de cartes de crédit). Il est édifiant. En France, aussi, le crédit renouvelable est souvent présenté comme le responsable du surendettement. Doit-on conclure à des « valeurs perverses » de ce produit dans tous les pays ?

Avant d'émettre une opinion, je voudrais rappeler quelques chiffres. Aux États-Unis, l'encours de cartes est de 800 M\$ soit 600 M€. Il s'agit là d'un élément important du crédit aux particuliers, voire incontournable. En France, l'encours de crédit aux particuliers avoisine 1 000 milliards d'euros, dont simplement 130 milliards de crédits à la consommation, les encours *revolving* pour leur part n'atteignant pas les 30 milliards d'euros. En conséquence, l'encours carte représente moins de 3 % des encours de crédit aux particuliers. Peut-on considérer que ces 3 % soient à l'origine du surendettement, surtout lorsque la croissance annuelle des prêts à l'habitat affiche une progression à deux chiffres ?

Il y a en France une forme d'endettement très différente de celle des États-Unis (en volume x 15 – en structure Affecté/Prêt), et « la goutte d'eau » du crédit par l'intermédiaire de cartes ne peut suffire à « faire déborder le vase » de l'endettement. Ce n'est pas parce qu'une goutte d'eau fait déborder le vase qu'il faut condamner l'eau. Alors, pourquoi cette réputation et cette accusation systématique ? J'y vois deux raisons :

1. la première est que les encours unitaires de crédit renouvelables sont faibles. L'endettement en montant est limité, mais tout le monde ou presque a un crédit renouvelable. De là à y voir le dénominateur commun au surendettement et donc le responsable, il n'y a qu'un pas, trop rapidement franchi ;
2. la seconde raison tient au fait que trop de consommateurs endettés trouvent dans le compte renouvelable une solution possible à leur problème d'endette-

ment. Certains y arrivent, d'autres pas. Le problème du compte renouvelable n'est donc pas d'endetter de façon excessive le consommateur, mais réside dans une utilisation inadaptée, dans des cas extrêmes, au financement de l'endettement.

En conclusion de cette première partie, il apparaît que socialement, psychologiquement, économiquement, la France et les États-Unis diffèrent profondément et que l'expérience américaine, si elle doit être analysée, comprise avec attention, ne peut constituer un modèle à « plaquer » *in extenso* en France.

2. Différences de réglementations entre les États-Unis et la France : logiques spécifiques / transferts possibles ?

En raison de ces différences profondes en matière d'approche, quelles différences existent entre nos deux réglementations et à quelles logiques correspondent ces différences ? Enfin, quels sont les apports possibles de la réglementation américaine pour la France ?

2.1. La faillite civile aux USA, une action curative du surendettement, une action préventive en France

Si l'on compare nos deux pays, la France, du fait des différences de comportement du client à l'égard de l'impayé, privilégiera l'approche préventive du surendettement. Cette approche se manifestera dès l'octroi du dossier de la part des établissements de crédit, avec un investissement important en matière d'élaboration de scores, de systèmes experts, pour n'accepter qu'un minimum de dossiers risqués tout en n'écartant que peu de dossiers justifiés. Ces scores sont complexes. Ils vont bien au-delà de la simple analyse budgétaire et d'un taux d'endettement. Ils intègrent des éléments comportementaux à l'égard de l'argent que la seule approche budgétaire ne parvient pas à préciser. Par exemple, la relation entretenue avec sa banque, l'acquisition du logement, etc. Ainsi un « bon » score, c'est-à-dire un score efficace, permet de supprimer 40 % des clients à risque en rejetant 10 % des bons.

L'autre nécessité de cette action préventive nécessaire est la mise à disposition d'un fichier préventif. J'ai bien dit préventif, c'est-à-dire qu'il ne s'agit ni du fichier négatif existant aujourd'hui en France, d'ailleurs activé très tardivement, ni du fichier positif que d'aucuns souhaiteraient. De mon point de vue, ce fichier positif

supprimerait la responsabilisation que chacun d'entre nous doit assumer, d'une part et ne serait pas de nature à réduire les risques, d'autre part. Il risquerait de se transformer en effet, comme on le voit dans de nombreux pays, en un fichier commercial, de nature à accroître l'endettement des particuliers de façon excessive. Le rôle de ce fichier préventif consisterait donc à alerter rapidement sur les impayés de crédit, mais aussi sur toutes les autres formes d'impayés-impôts, loyers, chèques impayés, etc.

2.2. Une action préventive doublée d'une action curative

Si cette nécessité de prévention me semble devoir primer en France, elle doit néanmoins s'accompagner de mesures curatives adaptées. Je l'ai exprimé précédemment, la carte de crédit a sans doute été utilisée de façon excessive comme outil curatif. Ce ne peut être toujours la solution, car elle alourdit les mensualités. Aujourd'hui se développe dans la profession le réaménagement de créances. Cette évolution est tout à fait intéressante. Proche dans la démarche des plans de surendettement, la solution pourrait toutefois, si elle n'est pas appliquée de façon raisonnée, conduire à des difficultés à terme, si la déconnection entre le crédit et le bien financé est trop marquée. Rembourser sur 10 ou 15 ans l'acquisition d'un bien n'est pas forcément rendre le meilleur service au client. Mais, comme on peut le constater, la profession dispose de moyens pour résoudre économiquement nombre de cas d'endettements élevés.

À l'opposé de ces cas, se situent les véritables et profonds accidents de la vie, dont la situation est définitivement compromise, et pour lesquels la solution des P.R.P. est une mesure adaptée. Elle l'est dès lors que l'ensemble des acteurs concernés (le débiteur, l'établissement de crédit, le juge) jouent le jeu de façon responsable, ce qui est incontestablement le cas dans la quasi-totalité des cas aujourd'hui. Mais le PRP – forme de faillite civile – joue alors le rôle qui doit être le sien dans notre pays : un rôle social, de nature à accélérer l'arrêt, de toute façon inévitable, de procédures judiciaires à l'égard du débiteur insolvable. C'est dans ce cadre et avec cette philosophie que la réglementation devra évoluer, en prenant bien en compte les avis responsables de chacun.

2.3. Privilégier une évolution sans rupture

J'insiste sur le dernier point soulevé, car l'évolution américaine qui a modéré la réglementation antérieure prouve que la politique de l'extrême n'est jamais la bonne. J'ai bien conscience du fort *lobbying* pratiqué par la profession mais cela ne peut suffire à expliquer une telle évolution. La réglementation américaine, par sa complexité et ses ouvertures, avait conduit à un déséquilibre trop fort qu'il

a fallu corriger. Évitions dans nos décisions de nous caler sur la solution la plus extrême, car celle-ci peut avoir conduit trop loin ! La législation française permet de résoudre beaucoup de cas. Faisons-la progresser, mais sans rupture excessive. Le rapport Canivet ¹ est, à ce titre, un instrument qui peut être utile dans les mois à venir pour une telle évolution.

En guise de conclusion, j'évoquerai un slogan du Cetelem : « Oui au crédit, non au surendettement. » Oui au crédit, car le crédit est un levier de croissance. Non au surendettement, car les établissements de crédit se doivent de faire du crédit responsable, à savoir :

- du crédit adapté aux besoins de chacun ;
- du crédit qui lutte contre le surendettement, en s'assurant de la cohérence des projets des clients et en améliorant en permanence ses outils de sélection ;
- du crédit souple, évolutif qui puisse s'adapter à la situation du client ;
- du crédit certes, mais aussi une prise en charge efficace de chaque client en difficulté et, à titre d'exemple, le Cetelem s'investit jusque dans les commissions de surendettement.

Mais cela ne suffit pas à couvrir les accidents de la vie. La sphère politique se doit donc de privilégier le traitement de ces cas extrêmes. C'est dans la bonne identification de ces cas, dans l'optimisation d'une palette de solutions déjà existantes, dont le fichier préventif évoqué précédemment peut être l'un des éléments, et sans rupture avec l'existant que se situe, de mon point de vue, et après avoir lu attentivement ce qui a été écrit sur l'exemple américain, que se situe donc le futur de notre réglementation.

1. Rapport du groupe d'experts constitué sur les rapports entre industrie et commerce.